



ᑲᑎᑕᑦ ᑕᑕᑎᑕᑦ ᑕᑕᑎᑕᑦ ᑕᑕᑎᑕᑦ
Comité consultatif de l'environnement Kativik
Kativik Environmental Advisory Committee

Kuujuuaq, le 16 février 2024

Lisa Lowman
Analyste des politiques
Environnement et Changement climatique Canada
510-234 Donald Street
Winnipeg, Manitoba
R3C 1M8

Objet : Commentaires du CCEK concernant la réunion du groupe de réflexion sur les connaissances autochtones et la science du PASCf

Madame Lowman,

Le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) tient tout d'abord à remercier le Centre autochtone de ressources environnementales (CARE) et Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) de l'invitation qui lui a été transmise pour participer au groupe de discussion sur les connaissances et la science autochtones du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (PASCf). Compte tenu de notre implication historique dans l'application du PASCf au Nunavik, de notre compréhension des projets communautaires de restauration dans la région et de notre participation au groupe de discussion, nous souhaitons fournir nos commentaires à la suite de la séance du groupe de discussion qui a eu lieu le 31 janvier 2024.

Inuit Qaujimajatuqangit

Les principes de l'Inuit Qaujimajatuqangit (IQ) sont des valeurs sociétales inuites qui guident tous les aspects de la vie sociale. Ils sont destinés à être utilisés dans tous les secteurs pour guider les relations de respect, les pratiques de gestion et la gouvernance. Le IQ définit également le contexte de force pour le bien-être de toutes les générations futures et englobe les connaissances locales et communautaires ainsi que les connaissances écologiques (traditionnelles et contemporaines) qui sont enracinées dans la vie quotidienne des Inuits. Ces connaissances sont une contribution importante à une évaluation d'impact.

En accord avec ses partenaires régionaux, le CCEK est d'avis que l'IQ, et par conséquent les savoirs autochtones, est intrinsèquement lié au détenteur de ces savoirs. En ce sens, il ne peut pas être correctement intégré dans les politiques ou la prise de décision à moins que ces détenteurs de savoir ne participent à ces processus, de la manière et dans la capacité qu'ils jugent appropriées, que ce soit au sein d'une organisation inuite ou aux côtés de décideurs non inuits dans d'autres institutions. La reconnaissance du fait que ces

Secrétariat du CCEK
C. P. 930, Kuujuuaq (Québec) J0M 1C0
Tél. : 819-964-2961, poste. 2287
Courriel : bpatenaude@krg.ca

connaissances peuvent contribuer à la conservation de la biodiversité, des espèces rares, des aires protégées, des processus écologiques et à l'utilisation durable des ressources en général est un élément important à considérer pour le gouvernement fédéral lors de la mise en oeuvre de tout programme, y compris le PASCF, au Nunavik.

En ce qui concerne le PASCF, les détenteurs de savoirs peuvent et doivent participer pleinement à toutes les étapes du plan, (évaluation, assainissement, gestion des risques, surveillance de la mise en œuvre du plan) lorsqu'ils sont concernés par ces sites. Ils devraient, par exemple, participer à la classification des sites à assainir par ordre de priorité, fournir des informations pour la planification de l'assainissement, et participer à la surveillance à long terme des sites, et ce, en respectant leur capacité à participer à cet exercice.

Commentaires spécifiques sur la réunion

Le CCEK souhaite profiter de cette occasion pour réitérer certains des commentaires formulés lors de la réunion du 31 janvier.

- Une plus grande transparence avec les communautés autochtones est nécessaire en ce qui concerne le programme FCSAP.
- La formation et le renforcement des capacités des représentants des communautés sont essentiels pour améliorer leur participation à toutes les phases de l'identification, de l'assainissement et de la gestion des sites contaminés.
- Les objectifs d'assainissement du programme doivent tenir compte des préoccupations spécifiques des communautés, de leur utilisation des sites et des considérations environnementales.
- L'implication de la communauté est importante à toutes les phases de l'assainissement et doit tenir compte de l'expertise régionale et des ressources communautaires susceptibles de fournir des services pendant les activités d'assainissement.
- Il est nécessaire de renforcer les relations entre les ministères fédéraux et les communautés au sujet des sites contaminés. Par exemple, il serait bénéfique de désigner un agent de liaison pour simplifier la communication et d'organiser davantage d'événements qui permettent aux communautés autochtones et aux gouvernements de travailler en réseau pour partager des solutions ou des expériences concernant la gestion des sites contaminés.
- Le système de classification national actuel ne reconnaît pas les systèmes de gestion des terres autochtones et, à ce titre, un système nouveau ou actualisé devrait être envisagé.
- Les calendriers de réalisation des projets doivent être mieux adaptés aux connaissances de la communauté et aux ressources disponibles.
- Les utilisateurs locaux des terres et les organisations qui les représentent peuvent contribuer à l'identification et à la classification des sites et, à ce titre, doivent bénéficier d'une formation adéquate.
- Une liste des ressources liées au programme provenant des départements fédéraux, des entités régionales et des communautés devrait être disponible à titre de référence et pour améliorer la communication.

- Il est important de tenir compte de la terminologie, du vocabulaire et de la langue lors des consultations avec les communautés.

Autres initiatives à connaître

- Atanniuvik est la nouvelle organisation de gouvernance de la recherche au Nunavik. L'objectif d'Atanniuvik est de s'assurer que la recherche réponde aux priorités, aux besoins et aux aspirations des Nunavimmiut. En examinant et en approuvant les projets de recherche, Atanniuvik veillera à ce que les acteurs de la recherche au Nunavik soient mieux informés de la culture et des valeurs inuites et à ce que les connaissances traditionnelles soient mieux reconnues et prises en compte.
- Dans le cadre de son évaluation du programme de durabilité environnementale du Nord et de l'Arctique (NAES), Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC) a constaté que, bien que le NAES représente une amélioration quant à l'intégration des connaissances indigènes à la science occidentale, des lacunes subsistent.
 - Certains partenaires autochtones indiquent que le savoir autochtone est bien équilibré, tandis que d'autres estiment qu'il pourrait être davantage exploité pour éclairer la prise de décision.
 - L'intégration des savoirs autochtones est facilitée par un échange réciproque de connaissances et des relations solides.
 - L'importance des données quantitatives dans la recherche occidentale et les institutions non autochtones rend difficile de traiter les savoirs autochtones sur un pied d'égalité.
 - Les partenaires autochtones craignent que le NAES ne donne la priorité aux engagements internationaux plutôt qu'à leurs besoins.
 - Les connaissances autochtones sont souvent utilisées dans la conception de la recherche, mais moins dans les étapes ultérieures.
 - Les connaissances autochtones peuvent ne pas être entièrement considérées lors des prises de décision.
- La Société Makivvik a produit deux documents de présentation relatifs au cadre stratégique du Canada en matière de savoirs autochtones. Les principes clés de ces documents sont les suivants:
 - Les savoirs autochtones sont intrinsèquement liés aux détenteurs des connaissances. En ce sens, ces savoirs ne peuvent être correctement intégrés dans la politique ou la prise de décision que si les détenteurs de ces savoirs participent aux processus, de la manière et avec la capacité qu'ils jugent appropriées, tant au sein d'une organisation inuite qu'aux côtés de décideurs non inuits dans d'autres institutions.
 - La transparence est un autre principe clé : il est nécessaire d'expliquer aux détenteurs de savoirs autochtones comment leurs connaissances ont été comprises et intégrées dans la politique/décision.

Secrétariat du CCEK

C. P. 930, Kuujuaq (Québec) J0M 1C0
Tél. : 819-964-2961, poste. 2287
Courriel : bpatenaude@krg.ca

- Il est important de reconnaître et de faire respecter les droits des détenteurs de savoirs traditionnels sur leurs connaissances.
- Les dirigeants inuits, par leur gouvernance et leur prise de décision, ainsi que par leur connaissance des communautés, du territoire, des besoins et des priorités de la région, peuvent influencer sur l'élaboration des politiques, des lois, des financements et des programmes.

Sites préoccupants pour les Nunavummiut

Voici une liste de sites préoccupants pour les Nunavummiut qui a déjà été fournie à la CARE en mai 2023 et au ECCC en novembre 2019. Ces sites revêtent une importance majeure pour les communautés concernées et le CCEK et leur restauration est considérée comme étant prioritaire. Cependant, un manque de suivi de la part des responsables des sites a été constaté et le comité souhaite donc porter à nouveau ces sites à votre attention. Un suivi concernant leur restauration est demandé.

Le village nordique de Kuujuaq

De 1941 à 1945, les Forces aériennes des États-Unis ont occupé une base sur la rive ouest de la rivière Koksoak. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont cédé la base au gouvernement canadien. Cette base fait partie de ce qui est aujourd'hui le village nordique de Kuujuaq, la plus grande des 14 communautés du Nunavik.

Depuis de nombreuses années, les habitants expriment leurs inquiétudes quant à la présence de débris divers, tels que des barils et du métal, ainsi que de sols contaminés dans les environs de la base militaire.

En février 2022, le CCEK, l'Administration régionale Kativik (ARK) et plusieurs ministères provinciaux et fédéraux ont assisté à une séance d'information au cours de laquelle de nombreuses mesures ont été proposées pour régler cette situation. Le CCEK n'a pas toutefois pas été informé de la mise en œuvre de ces mesures.

Île d'Akpatok

L'île d'Akpatok, la plus grande île de la Baie d'Ungava, est inhabitée. Elle doit son nom à l'Akpat, le nom en inuktitut du guillemot de Brünnich, qui vit sur les corniches des falaises de calcaire qui entourent l'île. Cette île est très importante pour les Inuits du Nunavik par sa richesse pour la chasse traditionnelle et son importance culturelle. En juillet 1971, un puits de pétrole exploratoire a été foré sur l'île. Cette campagne exploratoire n'a pas permis de trouver du pétrole et tous les équipements et les abris ont été abandonnés sur l'île.

En 2018, la Direction des sites contaminés du RCAANC a reçu des rapports selon lesquels des barils de carburant fuyaient sur des terres de la Couronne à l'ouest de l'île Akpatok. Le RCAANC a donc envoyé un consultant sur l'île le 27 septembre 2018 pour transférer le contenu des barils dans des contenants plus

appropriés pour les entreposer jusqu'à ce que des dispositions puissent être prises pour leur retrait définitif du site. Un grand nombre de ces barils étaient rouillés et en mauvais état.

Le CCEK a été informé que le RCAANC a terminé avec succès la phase III de l'évaluation environnementale de site en août 2020. En 2020, le comité a également été informé que les prochaines étapes pour le ministère fédéral comprenaient l'élaboration d'un plan d'assainissement préliminaire et des séances de mobilisation avec les communautés concernées et d'autres parties prenantes pour élaborer les plans d'assainissement définitifs pour le site. Depuis ce temps, le CCEK n'a été informé d'aucun progrès concernant le projet d'assainissement de l'île d'Akpatok.

Killiniq

La communauté de Killiniq, également connue sous le nom de Port Burwell, est située à l'extrémité nord-est du Nunavik, dans la baie d'Ungava, à l'embouchure du détroit d'Hudson. Jusqu'à sa fermeture 1978, Killiniq était administrée par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. La plupart des habitants de Killiniq ont déménagé à Kangiqsualujjuaq, tandis que d'autres ont déménagé dans d'autres communautés du Nunavik et du Nunavut.

En vertu de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Nunavik, les habitants de Killiniq ont toujours des droits sur les terres qui s'y trouvent. Dans les années 1990, des efforts ont été déployés pour aider certaines familles originaires de Killiniq à retourner dans la région, mais le manque de services a rendu la réinstallation difficile. En 1994, la Société Makivik a entrepris un nettoyage partiel des infrastructures ainsi que des matériaux résiduels et dangereux restant sur le site.

En 2013, le gouvernement du Nunavut (GN) a recommandé la réalisation d'une évaluation environnementale de site de phase III sur le site, mais cette recommandation a été jugée peu prioritaire. En 2018, le CCEK et l'ARK, ainsi que des membres de la communauté de Kangiqsualujjuaq, ont visité le site en hélicoptère et pris des photos aériennes.

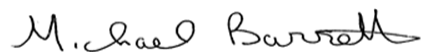
En 2022, le ministère Pêches et Océans Canada a contacté le CCEK pour lui expliquer que, de concert avec la Garde côtière canadienne, il prévoyait prélever des échantillons de sol sur le site afin de confirmer le succès des activités d'assainissement antérieures et recueillir des données actualisées sur les secteurs potentiellement préoccupants qui subsistent, de façon à déterminer si d'autres évaluations environnementales et/ou activités d'assainissement sont nécessaires. Le CCEK a également demandé à la communauté de Kangiqsualujjuaq de lui fournir des contacts afin qu'il puisse participer à ces travaux. Depuis, le CCEK n'a pas eu d'autres informations concernant la restauration de Killiniq.

Conclusion

Le CCEK est d'avis que l'engagement pour l'intégration d'IQ et des connaissances traditionnelles dans les cadres réglementaires peut également refléter une préoccupation généralisée concernant la durabilité sociale et économique des modes de vie qui dépendent des ressources naturelles, y compris ceux des

Nunavimmiut. À ce titre, le comité encourage cette initiative du gouvernement fédérale et la poursuite de l'engagement avec les détenteurs d'IQ et les entités régionales au Nunavik.

Meilleures salutations,



Michael Barrett
Vice-président, CCEK